



# Journée de mobilisation régionale

## Des moyens pour le Service Public d'Éducation !

En Île-de-France, toutes et tous en grève le mardi 17 février 2026 !

Île-de-France

Pour la carte scolaire 2026, le gouvernement fait le choix de s'appuyer sur la baisse démographique pour justifier une baisse drastique des moyens dans la quasi-totalité des départements. Dans la Région Île-de-France, c'est 342 postes dans le 1<sup>er</sup> degré qui seront supprimés à la rentrée prochaine ! Cette logique comptable ignore la réalité des écoles et les besoins des élèves. Ces suppressions auront des conséquences lourdes : fermetures de classes, suppression d'emplois, hausse des effectifs et du taux d'encadrement, conditions de travail encore plus dégradées pour les personnels et conditions d'apprentissage indignes pour les élèves.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, quelle que soit l'évolution de la démographie scolaire, le choix qui est fait est toujours celui de l'austérité. Ici, on profite de la baisse des effectifs pour supprimer des postes ; là, quand pourtant les effectifs augmentent, les moyens sont insuffisants pour accompagner la hausse. Le ministère a par ailleurs mis en place une nouvelle liste de collèges, les « 800 collèges », au lieu d'élargir la carte de l'éducation prioritaire. L'abandon des groupes de niveau est concomitant de cette nouvelle politique sur ces collèges sélectionnés sur des critères de difficultés scolaires écartant les critères sociaux. Loin de recevoir les moyens qui leur permettraient de mieux accompagner les élèves, ces collèges vont connaître de nouvelles pressions managériales. Dans le même temps, le lycée professionnel qui accueille un public qui concentre toutes les difficultés – sociale, scolaire, économique – est particulièrement maltraité : après deux réformes successives en 7 ans conduites au pas de charge dans l'intérêt du patronat et contre celui des élèves et des personnels, c'est maintenant des suppressions sèches et brutales que le ministère et les rectorats veulent imposer.

Face à ces conditions inacceptables de préparation de la rentrée 2026, la FSU Île-de-France appelle l'ensemble des personnels des écoles et des établissements des académies de Créteil, Paris et Versailles à se mettre en grève et à participer massivement à la manifestation régionale qui sera organisée à Paris le mardi 17 février 2026. Il est urgent d'exiger :

- l'annulation des suppressions de postes dans l'éducation ;
- des moyens à la hauteur des besoins pour l'enseignement public ;
- partout une baisse des effectifs par classe et des créations de postes d'enseignant.es ;
- la création de postes de remplaçant.es pour une continuité effective du service public ;
- la création de postes d'AESH, AED, CPE, personnels médico-sociaux ;
- la refonte et l'élargissement de la carte de l'éducation prioritaire.

Paris, le 7 février 2026.